

RESILIENCE COMMUNAUTAIRE FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES CONFLITS VIOLENTS DANS LE CENTRE DU MALI

Dr. Boureima TOURE

Enseignant-chercheur à l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (ULSHB)

toureboureima@hotmail.com

Dr. Yacouba SANGARE,

Enseignant Chercheur à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB),

yacouba_2006@yahoo.fr

Résumé

Considérées jadis comme le poumon économique du Mali sur le plan agro-pastoral et commercial, les deux régions du centre (Ségou et Mopti) subissent depuis quelques années les effets néfastes du changement climatique qui se caractérisent par la dégradation des ressources naturelles assortie d'une baisse considérable des différents systèmes de production. Ce phénomène se trouve accentuer depuis 2015 par une crise sécuritaire sans précédent caractérisée par des attaques terroristes assorties de pires massacres des populations civiles, ce qui n'est pas sans conséquences sur les activités économiques. Faces à ces crises multiples, les communautés locales des deux régions développent depuis quelques années de multiples stratégies de survie. La démarche méthodologique est qualitative et se focalise essentiellement sur les différents acteurs concernés par ces phénomènes. Comme résultats, l'étude révèle qu'en dépit de la multiplication et de la persistance des crises, les communautés locales des deux régions ne sont pas restées inertes. Elles développent depuis quelques années en fonction du contexte des crises de multiples stratégies de survie.

Mots-clés : *Mali, changement climatique, crise sécuritaire, résilience communautaire,*

Abstract

Considered as the core of malian economy in the agro-pastoral and commercial sector, the two regions of central Mali (Segou and Mopti) have

been suffering for several years from the harmful effects of climate change which are characterized by the degradation of natural resources accompanied by a considerable drop in the different production systems. This phenomenon has been emphasized since 2015 by an unprecedented security crisis featured by terrorist attacks accompanied by the worst massacres of civilian populations, which is not without consequences for economic activities. Faced with these multiple crises, local communities in the two regions have been developing multiple survival strategies for years. The methodological approach is qualitative and focuses essentially on the different actors concerned by these phenomena. As results, the study reveals that despite the multiplication and persistence of crises, local communities in the two regions have not remained inert. Depending on the crisis context, they develop multiple survival strategies.

Keywords : Mali, Climate change, Security crisis, Community resilience.

Introduction

Composées principalement de deux régions (Ségou et Mopti), le centre du Mali est un continuum culturel et socio-économique où les liens entre communautés ont été forgés au cours de siècles d'histoire partagée. Dans ces deux régions, l'agriculture constitue la première activité économique : presque deux tiers des actifs occupés travaillent dans l'agriculture (y compris l'élevage, la pêche et le commerce). Cette frange de la population représente 81% des pauvres et 86% de l'ensemble des très pauvres (PNUD, 2021). Depuis quelques années, ces différentes activités économiques subissent les effets néfastes du changement climatique, ce qui va considérablement réduire leur capacité de production. Ce phénomène se trouve accentuer depuis 2015 par une crise sécuritaire sans précédent caractérisée par des attaques terroristes assorties de pires massacres des populations civiles, des conflits intercommunautaires et des déplacements massifs des populations. Un rapport récent de FIDH et AMDH (2018) indique que le bilan humanitaire de la crise sécuritaire au centre du Mali est d'au moins 1600 personnes tuées, des centaines de blessés et près de 30 000

déplacés. Les deux régions du centre totalisent à elles seules plus de 50% des attaques perpétrées sur l'ensemble du territoire. Considérées ainsi comme les régions les plus dangereuses du Mali, leurs préoccupations sécuritaires rejoignent désormais celles des régions nord, notamment en termes de gravité et d'urgence. Face à ces multiples crises, les mécanismes locaux et les stratégies de résilience développées par les communautés locales s'avèrent cruciales, ce qui constitue l'objet d'analyse du présent article. Après avoir fait cas de la situation socioéconomique dans les deux régions, l'article analyse l'impact des effets du changement climatique et des conflits sur les différentes activités économiques exercées par les communautés locales. Ensuite, il sera question de multiples stratégies développées par les communautés locales pour leur survie, ce qui nous permettra d'amorcer une discussion sur la problématique des crises en rapport avec les capacités de résilience des communautés locales.

Méthodologie

Les données utilisées sont issues d'une recherche qualitative qui s'est essentiellement focalisée sur les différents acteurs concernés par les effets du changement climatique et les conflits : Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, organisations paysannes, autorités locales (préfets, élus locaux, chefferies locales, juges, etc.), les services techniques locaux de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, les commerçants, les ONG locales intervenantes dans les deux régions. L'approche a tout de même pris en compte quelques aspects quantitatifs liés à certains éléments : le niveau de production agricole, du bétail et halieutique, etc. La collecte des données a eu lieu au cours du premier trimestre de l'année 2021 et a concerné principalement les deux régions : Mopti et Ségou. Dans chacune des régions, trois cercles ont été choisis en fonction de leur niveau d'affectation par les différentes crises : i) Mopti (Bandiagara,

Koro et Bankass), Ségou (Macina, Niono et Ségou). Au total, 90 entretiens ont été réalisés dont 60 individuels et 30 entretiens en focus groupe : Bandiagara (17), Bankass (12), Koro (10), Mopti (12), Ségou (14), Macina (10), Niono (15). Trois outils d'enquête ont été utilisés : i) le guide d'entretien, ii) le guide d'observation et iii) le carnet de terrain. Le premier (le guide d'entretien) a permis de nouer des entretiens individuels aussi bien que collectifs avec les différents acteurs concernés par la question. Quant au guide d'observation, il a permis d'orienter nos observations sur certaines pratiques quotidiennes liées à la question. Enfin, le carnet de terrain a consigné les données d'observation réalisées sur le terrain. Les thématiques d'enquête abordées étaient entre autres : i) la situation socio-économique de la région, ii) les effets du changement climatique sur les activités économiques, iii) la crise sécuritaire et son impact sur les activités économiques des communautés locales. Une attention toute particulière a été accordée aux différentes stratégies de résiliences des communautés locales face aux effets du changement climatique et les conflits. L'ensemble des discours recueillis ont été analysé en fonction de trois thématiques dégagées : i) situation socio-économique de la région, ii) les effets du changement climatiques sur les différents types de production, iii) l'impact des conflits armés sur les activités économique, iv) les mécanismes et les stratégies de résilience des communautés locales.

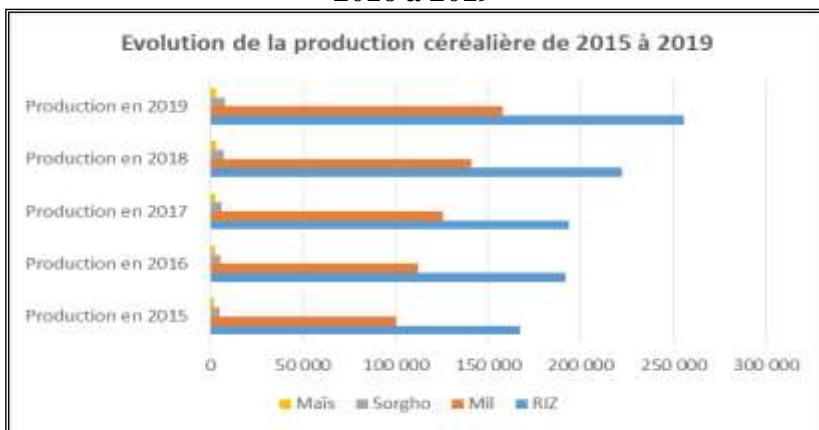
Résultats

1- Du décor socioéconomique des deux régions du centre

Cinq activités principales dominent l'économie locale des deux régions du centre : l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce et le tourisme. Ces activités sont rendues possibles grâce aux potentialités fortes qu'elles regorgent sur le plan des ressources naturelles : pluralité de cours d'eau, de vastes

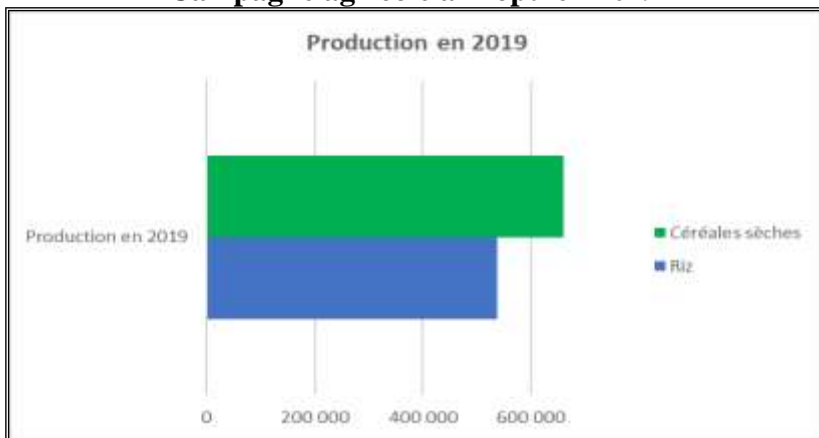
étendues de terres agricoles, de pâturages riches, etc. A ces ressources s'ajoutent bien entendu l'histoire et la richesse du patrimoine culturel. Par exemple à Ségou les activités agricoles sont dominées par deux formes de culture : celle irriguée liée aux interventions de l'Etat dans la zone Office du Niger le long du fleuve Niger et les cultures sèches pratiquées un peu partout dans la région. Les deux formes de culture emploient plus de 81% de la population active, ce qui vaut à la région de Ségou d'être le grenier agricole du Mali. Ainsi, en 2019, sa production du riz représentait 655 907 tonnes contre 168 821 tonnes pour les cultures sèches (DRA de Ségou, 2020). La région de Mopti présente à peu près les mêmes caractéristiques où l'agriculture est pratiquée par 83 des populations actives, (DRA de Mopti, 2020). En 2019, les cultures sèches représentaient la production la plus importante avec 658 616 tonnes contre 536 376 tonnes de riz. L'essentiel de cette production agricole est destinée à l'autoconsommation (plus de 80%). La marge destinée à la commercialisation est généralement acheminée dans les centres commerciaux dont les plus importants restent celui de Mopti et de Ségou.

**Graphique N 01 :
Evolution de la production céréalière en tonne à Ségou de
2016 à 2019**



Source : DRA Ségou, CROCSAD et Bilan annuel de l'ON

**Graphique N02 :
Campagne agricole à Mopti en 2019**

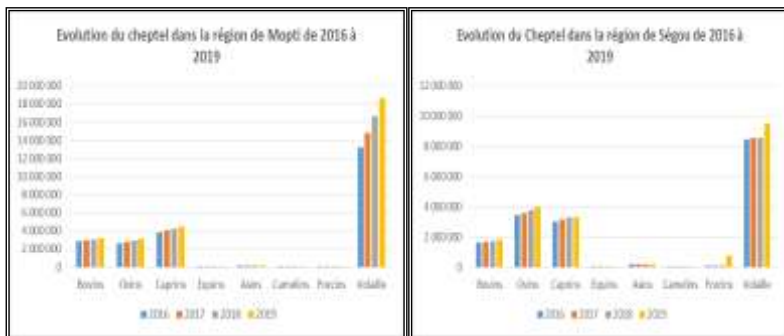


Source : Rapport DRA de Mopti, 2020

Dans le domaine de l'élevage, la région de Mopti occupe la première place en effectif bovins et ovins/caprins : elle regorge à elle seule 22,10% du cheptel national bovin et 26,5% de

l'effectif d'ovins/caprins. Les ressources abondantes en fourrages du Delta intérieur du Niger sont liées aux vastes étendues de prairies naturelles ou «*bourgoutières*»⁷ de près de 685. 000 ha et des eaux en toute saison facilitant l'abreuvement des troupeaux. En 2019, on estimait à 3 155 505 le nombre des bovins, 3 078 419 les ovins, 4 438 182 les caprins, 37 368 les équins, 135 204 les asins, 15 557 les camelins, 10 519 les porcins et 18 610 347 pour les volailles. La région de Ségou présente à peu près les mêmes caractéristiques environnementales et du bétail. En 2019, on estimait à 1 813 731 le nombre des bovins, 3 957 809 les ovins, 3 316 054 les caprins, 21 776 les équins, 197 953 les asins, 3 955 les camelins, 749 247 les porcins et 9 526 746 pour les volailles. Pratiqué par 85 % de la population, il constitue le principal produit d'exportation vers les pays de la sous-région : Sénégal, Côte-D'ivoire, Mauritanie, etc. Ainsi, l'élevage est considéré comme la principale richesse des populations locales et joue un rôle considérable dans la sécurité alimentaire.

Graphique N03 Evolution du cheptel des deux régions



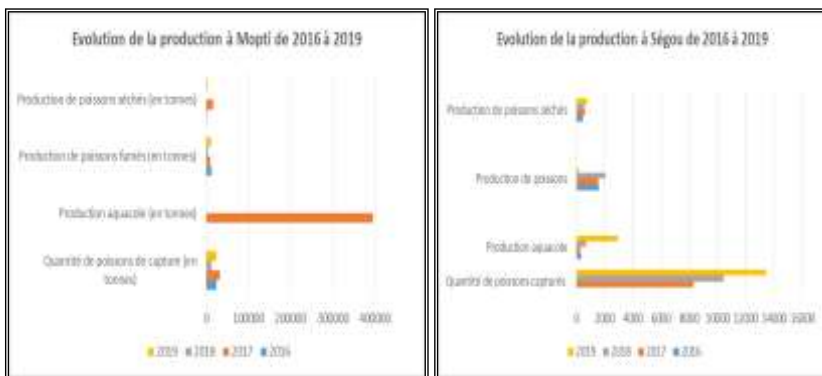
Source : DRPIA de Mopti, 2020

Source : DRPIA de Ségou, 2020

⁷ Herbes aquatiques dont les racines forment un fouillis vaseux inextricable. Employé couramment en fulfulde au Maasina. Association floristique qui compose les pâturages flottants des prairies inondables du delta du Niger, dominés par *Echinochloa stagnina* (gambarawol). Le terme désigne également les pâturages du delta libérés par la décrue et, de façon générale, l'ensemble de la plaine inondable qui s'étend entre les fleuves Niger et Diaka. Le terme francisé «*bourgoutière*» est entré dans le vocabulaire scientifique

La pêche est la troisième activité économique après l'agriculture et l'élevage. Elle est pratiquée essentiellement sur les plans d'eau naturels essentiellement dans le Delta central du Niger, composé de vastes étendues d'eau libre, de bras de fleuve, de lacs et de vastes mares. La production de poissons frais a connu une nette augmentation ces dernières années grâce au développement de la pisciculture. En 2019 à Mopti, la quantité de poisson capturée était estimée à 13441,89 tonnes contre 964 tonnes pour la production aquacole. A la même période à Ségou, la quantité de poisson capturée était de 13441,89 tonnes contre 2957,63 tonnes pour la production aquacole.

Graphique N04 Evolution de la production du poisson



Source : DRPSIAP de Mopti, 2020

Source : DRPSIAP de Ségou, 2020

Le commerce est très actif dans les deux régions et porte essentiellement sur les produits agricoles, de l'élevage, de la pêche et des produits artisanaux. Les différents marchés hebdomadaires des deux régions constituent les principaux points d'échange d'une part, entre les commerçants eux-mêmes et d'autre part, entre ces derniers et les populations locales. Au commerce s'ajoutent bien entendu les activités du tourisme qui

est très développé dans les deux régions grâce notamment à ses fortes potentialités touristiques : Mopti (le pays dogon, la main de Fatima, les réserves du Gourma, le site Ramsar dans le Delta intérieur, la Cité historique de Djenné, la cité historique de Hombori, la cité historique de Hamdallahi, etc.), Ségou (les vestiges historiques du roi du Ségou, de Damonzon, le pont de Markala, etc.). Les deux régions regorgent à elles seules des 3/4 des guides touristiques du Mali, ce qui constitue une opportunité d'emploi pour des milliers de jeunes. Si ces deux régions possèdent autant de potentialités économiques, celles-ci subissent depuis quelques années des effets néfastes du changement climatique réduisant du coup, leurs capacités de production.

2- Des effets du changement climatique sur les activités économiques

Dans le domaine du changement climatique, quatre domaines d'activités économiques (agriculture, élevage, pêche, commerce) ont été abordés et nous donne les résultats ci-après. En effet, 69% des acteurs interrogés dans la région de Mopti affirment que les effets du changement climatique seraient à la base de la dégradation de leurs principales activités de production. La même proportion se dégage à peu près en ce qui concerne la région de Ségou (64% des acteurs interrogés). L'agriculture qui est la première activité de production exercée par la majeure partie des populations sédentaires est sans doute la plus évoquée. Cet état de fait s'explique selon plusieurs répondants par le fait que dans la plupart des villages ou communes visités, les agriculteurs sédentaires pratiquent généralement deux types de culture : les cultures céréalières et celle des périmètres irrigués. À des degrés divers, chacune de ces cultures serait fortement impactée par les effets du changement climatique. La première (les cultures céréalières) qui est beaucoup plus répandue dans les deux régions est

confrontée aux difficultés ci-après : rareté des pluies, démarrage tardive de l'hivernage, arrêt précoce des précipitations, inondations, sècheresses multiples, désertification des espaces agricoles, assèchements des mares et des cours d'eau, etc. L'effet conjugué de ces phénomènes récents aurait selon plusieurs enquêtés diminué non seulement le niveau de la production mais aussi et surtout le rendement agricole. Ce qui a accentué davantage la précarité de la plupart des agriculteurs qui ne comptent que sur la terre pour survivre. Un agriculteur et conseiller du village de Bankass répond :

Ici, c'est l'instabilité des saisons qui constitue notre problème. Le début et la fin des saisons de pluies sont désormais incertains. Les pluies sont désormais rares et lorsqu'elles viennent, elles s'accompagnent généralement par des inondations qui détruisent nos cultures. En plus, nos terres sont fatiguées et ne peuvent plus produire comme par le passé. C'est pourquoi, depuis un moment, nos productions agricoles ne suffisent plus à nous nourrir durant toute l'année. Sans aide extérieure de nos parents ou d'autres bonnes volontés, il est très difficile de gérer la période de soudure (Aout-Septembre et Octobre).

Au niveau de la zone Office du Niger où est pratiquée la culture irriguée, on observe à peu près le même phénomène : la baisse récente du niveau d'eau du fleuve Niger liée à la faiblesse des précipitations serait selon plusieurs exploitants agricoles la cause principale de la baisse de la production. A ce sujet, il est reconnu de tous que la quantité d'eau fournie aux exploitants agricoles installés dans les casiers rizicoles de l'Office du Niger est fortement liée à celle qui est retenue par le barrage de Markala en amont. La diminution forte de cette dernière (due notamment à la faiblesse des précipitations) joue fortement sur celle que l'Office du Niger pourrait distribuer aux exploitants

agricoles. Du coup, les paysans dont les terres sont situés plus loin ou à un niveau de hauteur plus élevé sont privés d'eau, ce qui, depuis quelques années met de nombreux exploitants agricoles dans une précarité. Un des responsables des exploitants agricoles de Niono répond :

Dans la zone Office du Niger, l'eau est l'élément déterminant dans tout le système de production et elle précède tout le reste. C'est pourquoi, nous avons peur quand la crue du fleuve n'est pas suffisante car, c'est ce qui conditionne notre survie. Ici, la production est d'abord liée à l'eau, ensuite les intrants et l'application correcte des techniques agricoles. Lorsque l'eau n'arrive pas ou quelle diminue, les autres éléments ne serviront plus à rien.

Outre la baisse de la production agricole, le déficit pluviométrique est aussi perçu par de nombreux paysans interrogés comme l'une des raisons principales des conflits entre éleveurs et agriculteurs. En effet, sous l'effet conjugué de la sécheresse et du déficit pluviométrique, bon nombre d'agriculteurs des deux régions abandonnent désormais leurs anciens espaces de culture au profit des bas-fonds et des alentours des mares, seules zones humides désormais. Or, ces zones sont considérées depuis des années comme des points d'abreuvement des animaux, notamment pour les troupeaux transhumants en retour du sahel. Alors, les conflits sont déclenchés dès que les animaux en retour de la transhumance, s'arrêtent dans ces lieux pour se reposer ou s'abreuver. Fréquent dans les deux régions, la résolution de ces genres de conflits est très difficile pour deux raisons : le poids de l'habitude chez les animaux (qu'on le veuille ou pas, ces derniers en retour du sahel s'arrêtent dans ces lieux) et le refus de l'abandon des sédentaires qui les occupent prétextant que les anciennes terres produisent peu à cause de l'insuffisance des pluies.

La même situation conflictuelle apparaît chaque année lors du retour précoce des troupeaux transhumants de la région du sahel. En effet, chaque année, l'essentiel des troupeaux transhumants de la région quitte le Delta intérieur Niger dès le début de l'hivernage à cause de la crue et l'apparition de nombreuses maladies pour la région du sahel. Peu de temps après les dernières pluies (mi-octobre), l'herbe commence à sécher et les mares tarissent lentement, les troupeaux amorcent le retour dans le Delta intérieur du Niger qui devient désormais accessible grâce à la décrue. Mais depuis quelques années, l'arrêt brusque des précipitations pousse de plus en plus les éleveurs de la région à amorcer le retour à un moment où la plupart des agriculteurs situés plus au sud n'ont pas encore finis les récoltes, ce qui est source de conflits.

En cas d'affrontement, les différents acteurs s'accusent mutuellement : si les agriculteurs accusent les éleveurs d'être anarchistes, ces derniers à leur tour s'offusquent du fait qu'ils n'auraient point le choix à cause de l'arrêt brusque des pluies qui provoque l'assèchement des points d'eau situés plus au nord. C'est le même phénomène qui apparaît avec les pêcheurs qui, à la suite de la baisse du niveau des cours d'eau et des captures commencent à exploiter les alentours des points d'eau, lieu habituel d'abreuvement des animaux pour les éleveurs. Un chef de hameau pêcheur de Soila répond : *« Par le passé, on n'avait point besoin de cultiver car, l'eau était abondante aussi bien que le poisson. Mais de nos jours, ce n'est plus le cas. Alors, il nous faut cultiver un peu pour joindre les deux bouts »*. Le commerce est la troisième activité ayant subi les effets du changement climatique.

Pour plusieurs répondants, cela se manifeste par une forte diminution des produits agricoles, d'élevage et de pêche sur les marchés hebdomadaires. A ce sujet, un commerçant de Koro déclare : *« depuis un moment, le marché hebdomadaire n'est plus fourni comme avant car, l'essentiel de ce qui est produit*

aujourd'hui est destiné à la consommation. Le peu qui arrive sur le marché devient alors cher, ce qui n'était pas le cas dans un passé récent ». Un autre producteur de Macina ajoute : « *De nos jours, la rareté des produits sur les marchés s'explique en grande partie par la diminution de la production agricole car, les pluies ne suffisent plus ou que les productions sont détruites par les intempéries* ». Ces propos révèlent à souhait que si les deux régions étaient jadis considérées comme une sorte d'eldorado, notamment sur le plan agropastoral et commercial, de nos jours, ces différentes activités économiques subissent de plein fouillé les effets néfastes du changement climatique. Ce qui a poussé les différentes communautés de la région de développer des stratégies multiples de survie qu'il convient d'analyser.

2.1 Les stratégies communautaires face aux effets du changement climatique

Pour faire face aux effets du changement climatique, les stratégies varient non seulement en fonction des localités visitées mais aussi et surtout des acteurs interrogés. Par exemple, au niveau des agriculteurs, elles se manifestent de trois manières : i) l'adoption des semis court, ii) la diversification des cultures, et enfin, iii) le repli sur l'engrais organique. En effet, depuis quelques années, les multiples dégâts et pertes liés à l'arrêt précoce des précipitations ont poussé des nombreux agriculteurs à adopter désormais des semis beaucoup plus courts proposés notamment par les services techniques et les ONG. Même si cette nouvelle donne ne semble point être le goût de plusieurs agriculteurs, elle s'impose de plus en plus à cause des nouvelles réalités climatiques. Un agriculteur de Bandiagara disait à ce propos :

Depuis un moment, les nouvelles réalités du climat nous a obligés d'abandonner nos semis traditionnels au profit de ceux proposés par les ONG et les services d'encadrement. Nous

n'avons point le choix car, depuis quelques années, nos pertes sont devenues énormes à cause de l'arrêt brusque des pluies ou des inondations. Ce n'est pas de notre vouloir mais que faire ?

Un autre leader paysan de la zone de Macina ajoute : « *Au rythme où les choses évoluent sur le plan climatique, celui qui ne change pas de semis va certainement mourir de faim* ». Outre l'adoption des semis courts, la diversification des semences de culture est désormais adoptée dans toutes les zones visitées. Ainsi, en lieu et place de la monoculture du maïs et du mil, apparaît désormais une variété de semence sur les mêmes espaces. Une nouvelle approche proposée autant par les services techniques que les ONG intervenantes dans le domaine agricole. Elle s'appuie sur deux objectifs : i) minimiser le risque lié aux incertitudes du climat, et ii) améliorer la qualité des terres pauvres. La dernière stratégie développée par les agriculteurs se focalise sur l'utilisation massive de l'engrais organique qui, selon plusieurs répondants est moins couteux et cause moins de dégâts que l'engrais chimique notamment en cas de déficit de pluies. A ce sujet, un exploitant agricole de Niono répond : « *C'est nous qui préparons l'engrais organique et nous savons bien comment l'utiliser en fonction de l'évolution des pluies mais cela n'est point le cas de l'engrais chimique que nous ne maîtrisons pas et qui, en cas de déficit de pluie brûle les plantes* ».

Quant aux éleveurs opérant dans les deux régions, leurs stratégies sont basées sur la recherche et la maîtrise de l'eau qui, selon des nombreux éleveurs constitue l'élément déterminant de leur survie. Pour ce faire, ils s'évertuent à creuser de nombreux points d'eau situés plus au nord de la région (vers la région du sahel) dans le but de retarder de plus en plus le retour des troupeaux transhumants afin de permettre aux agriculteurs situés plus au sud de finir leurs récoltes. Même si cette stratégie semble être moins efficace à cause notamment du flux important

du bétail en retour, elle a tout de même diminué un peu les conflits. « *Sans ces efforts, consentis çà et là, les conflits allaient être beaucoup plus important* » nous disait le chef de hameau peul de *Sirabougou*. Chez les pêcheurs, on assiste à peu près au même scénario avec l'apparition et le développement de la pisciculture. En effet, le groupe Bozo (les pêcheurs de la région) pratiquait surtout la pêche sur les hautes eaux et cela, de zone en zone couvrant presque l'ensemble des points d'eau de la région. Mais depuis un moment, la baisse considérable du niveau d'eau assortie de la diminution des captures a poussé la plupart des membres de ce groupe à se focaliser désormais sur la pisciculture dans les abords immédiats des cours d'eau. Ce changement d'approche a d'ailleurs permis à de nombreux groupes de pêcheurs de bénéficier des appuis provenant des ONG intervenantes dans le domaine du changement climatique.

3- L'impact des conflits armés et les activités économiques

Depuis environ une décennie, les deux régions du centre du Mali sont soumises à des conflits violents sans précédent se caractérisant par des attaques terroristes assorties de pires massacres des populations civiles, des conflits intercommunautaires, des enlèvements et des assassinats ciblés, des engins explosifs improvisés sur les axes routiers, des déplacements massifs des populations, etc. A la différence de la question relative au changement climatique, 73% des acteurs interrogés affirment que les violences en cours ont fortement impactés sur leurs activités économiques. A ce sujet, quatre phénomènes majeurs ont évoqués : i) l'abandon de plusieurs espaces de culture, ii) le razzia massif du bétail, iii) l'exode massif des bras valide et iv) la psychose généralisée ayant dégradée les activités commerciales, et enfin, v) la dégradation des activités touristiques.

Dans la plupart des localités visitées, les familles résidentes ont généralement deux champs de culture. Un premier situé non loin

du village et qui constitue la principale source d'alimentation des familles, et le second champ situé plus loin et sur lequel, les jeunes et les femmes comptent pour subvenir à leur besoin. Mais avec le déclenchement et l'accentuation des violences, il n'est désormais pratiquement plus possible d'exploiter ces derniers à cause notamment des assassinats, des enlèvements et des attaques multiples sur les différents axes routiers. L'abandon forcé de ces champs éloignés a mis de nombreuses familles des deux régions dans une grande précarité : ce qui est désormais produit sur les terres situées aux alentours immédiats des villages ne suffit plus à nourrir les familles encore plus nombreuses à cause notamment de l'arrivée massive des parents situés plus loin et qui ont été obligés d'abandonner leurs villages à cause des conflits. Un conseiller de village de Koro répond :

Nous ne faisons plus une ou deux semaines sans recevoir des parents qui ont été obligés d'abandonnés leurs villages à cause des violences. L'arrivée massive de nos parents qui résident ailleurs a multiplié l'effectif des familles à 5 voire dix fois dans certaines familles, ce qui rend encore la situation beaucoup plus compliquée. Avons-nous le choix de les accueillir ? Car, de toute façon, il ne s'agit que des parents qui sont soit du côté paternel ou maternel. Alors par solidarité, nous sommes obligés de partager le peu que nous avons à manger. La situation est vraiment difficile et on ne peut que se remettre à Dieu.

Outre les difficultés liées à l'agriculture, les éleveurs des deux régions font depuis quelques années face aux razzias multiples de leurs bétails, ce qui selon plusieurs répondants a considérablement affaibli l'économie pastorale des deux régions considérée comme le réservoir du bétail du Mali. Mais avec le déclenchement et l'accentuation de la crise, la plupart des villages et communes des deux régions ont perdu l'essentiel de

leur bétail. Sevrés ainsi de leur activité traditionnelle, plusieurs jeunes éleveurs ont fini par être coptés par des groupes *djihadistes* qui leur proposent des activités criminelles moyennant de l'argent : pause des engins explosifs improvisés, passage clandestin des armes de guerre, renseignements sur les forces de défense et de sécurité, etc. Ainsi, dans plusieurs localités des deux régions, ils constituent de nos jours les bras armés des groupes *djihadistes*. Cette réalité est d'autant plus évidente que même les jeunes éleveurs qui n'adhèrent pas à ce projet sont stigmatisés. Ce qui selon, plusieurs interlocuteurs, serait à la base de la confusion quant à savoir parmi les jeunes éleveurs qui est *djihadiste* et qui ne l'est pas. Un conseiller du village de Macina disait à ce propos : « *ont-ils le choix ? Car, l'Etat ne contrôle plus plusieurs zones sur lesquelles, ils exercent désormais leur pouvoir* ».

Le commerce est la troisième activité économique ayant fortement subi les effets de la crise sécuritaire. Il se manifeste par l'inactivité de la plupart des marchés hebdomadaires des deux régions : depuis quelques années, ces derniers ne sont plus ce qu'ils étaient du fait non seulement de la faible participation des forains mais aussi et surtout des menaces liés aux attaques et aux enlèvements sur les différents axes routiers. Ainsi, les axes commerciaux les plus importants des deux régions, Mopti (Mopti-Bandiagara-Douentza, Koro et Bankass) et Ségou (Niono-Macina-Diabaly) sont constamment soumis aux attaques des groupes *djihadistes*. Ce qui révèle à quel point la crise sécuritaire en cours dans les deux régions accentue la précarité économique des populations locales déjà soumises aux effets néfastes du changement climatique. A la dégradation des activités commerciales s'ajoute l'exode massif des bras valides. En effet, l'impossibilité de mener les activités agricoles, pastorales et piscicoles, le retrait massif de la plupart des ONG locales pourvoyeuses d'emploi, la morosité et l'interdiction de certaines activités économiques et surtout le manque de perspectives liées à un lendemain meilleur a poussé de

nombreux paysans et surtout les jeunes à abandonner leurs villages au profit des centres urbains et des zones minières. Un jeune paysan de Bankass disait : « *Il n'y'a plus rien à faire ici depuis qu'on nous a interdit de cultiver. La situation est intenable à cause de la pauvreté. Alors, partir me semble être la seule solution* ». Un autre jeune commerçant de Bandiagara ajoute :

Je faisais mon petit du commerce de carburant entre plusieurs villages de la commune et je gagnais bien ma vie. Mais depuis un moment, les autorités ont interdit mon activité prétextant qu'elle sert les groupes djihadistes. Depuis lors, je ne fais plus rien d'autre que me promener de gauche à droite pour chercher de quoi nourrir ma famille. Alors, mieux vaut partir que de rester dans la honte car, ma seule activité de survie est désormais interdite.

Un autre jeune réparateur de moto de Niono ajoute : « *Nous n'avons plus de clients depuis que les autorités ont interdit les mouvements des motos dans la ville. On ne sait plus que faire et beaucoup de jeunes sont déjà partis en ville* ». Un autre effet non moins important de la crise sécuritaire sur les activités économiques est l'arrêt des activités touristiques qui emploient des nombreux jeunes des deux régions. En effet, depuis quelques années, le basculement de la crise sécuritaire du nord au centre a donné un coup d'arrêt à l'ensemble des activités touristiques des deux régions. Du coup, les infrastructures touristiques (hôtels, motels, bars, restaurants, agences de voyage, maisons d'arts, etc.) qui emploient l'essentiel des jeunes des deux régions sont presque tous fermées. Les dernières statistiques font état de 86% des établissements touristiques (DRT). Le chef de la division suivi et évaluation du secteur touristique de la région de Mopti disait ceci :

Certains établissements sont déclarés définitivement fermés, d'autres provisoirement.

Ce qui a fait perdre des milliers d'emploi au niveau des jeunes surtout pour la gente féminine : restauration, entretien, serveuses, gardiens, gérants, etc. Plusieurs hôtels ont tenté de résister par tous les moyens en baissant souvent même le prix mais cela n'a pas marché. Sur l'ensemble de la région de Mopti, on ne compte plus que 4 agences de voyage qui fonctionnent réellement sur un total de 27. Or, ce sont ces agences qui emploient beaucoup de jeunes comme chauffeurs, guides touristiques, mécaniciens, superviseurs, etc. Le Mali compte environ 600 guides touristiques et les deux régions (Mopti et Ségou) regorgent à elles seules 74% des guides touristiques qui ne travaillent plus aujourd'hui. Les frustrations liées à cet état de fait ont poussé plusieurs anciens guides touristiques à se donner la mort notamment à travers l'alcool, ce qui montre à quel point le problème est sérieux. Si l'État ne fait pas quelque chose, on assistera à une véritable tragédie.

Face à ces difficultés multiples, les différentes communautés locales de la région développent tout de même quelques stratégies de résiliences pour s'y adapter, c'est ce qu'il convient d'analyser.

3.1 Les stratégies de résilience face aux violences

En dépit de l'accentuation de la crise sécuritaire, les différentes communautés des deux régions ont développées quelques stratégies de survie qu'il convient d'analyser. A ce sujet, les enquêtes ont identifié quatre principales stratégies de survie : i) le recours à l'agriculture de proximité et du maraichage, ii) la limitation du déplacement des animaux et leur transfert vers d'autres régions considérées comme plus sûres, iii) le recours aux aides humanitaires, iv) le développement des échanges en ligne.

En effet, l'impossibilité d'exploiter les champs situés beaucoup plus loin a poussé de nombreux agriculteurs à se focaliser désormais sur les terres de culture situées dans les alentours immédiats des villages : d'une agriculture extensive sur des vastes surfaces, on adopte désormais une agriculture intensive de proximité pour des raisons de sécurité. Un paysan et conseiller du village de *Pele-mawdo* :

Désormais, nul ne peut aller cultiver à plus de cinq kilomètres du village sans être enlever ou tuer. De même, tous les axes routiers qui mènent vers les champs éloignés sont désormais envahis par les engins explosifs, ce qui fait peur tel point qu'on ne peut même pas aller dans les marchés hebdomadaires. Même si les champs situés plus près ne peuvent pas nous suffire à cause de l'arrivée massive de nos parents des villages, nous n'avons plus le choix.

A côté des champs de proximité se développe de plus en plus les activités de maraichage. Considéré jadis, comme une activité des femmes et des jeunes, le maraichage se développe de plus en plus dans tous les villages visités. Un des pratiquants de la zone de Niono répond :

Par le passé, les hommes avaient honte de faire du jardinage qui était dévolu aux femmes pour leurs petits besoins. Mais avec la baisse de nos productions de ces dernières années, nous avons été obligés de nous intéresser à cette activité pour non seulement compléter notre production annuelle mais aussi régler certains de nos besoins familiaux. De nos jours, il n'y'a pas de famille qui ne fait pas du maraichage pour se sauver de la situation sécuritaire.

A l'instar des agriculteurs, les éleveurs opérant dans les deux régions ont aussi changé de pratique. Le premier changement intervenu à ce niveau est l'arrêt de l'élevage transhumant :

désormais, l'insécurité croissante impose l'élevage de proximité qui consiste à garder le bétail tout près ou à l'intérieur des villages. A ce sujet, il est reconnu que tout mouvement avec les troupeaux peut se solder par des enlèvements, des assassinats ou du vol de bétail. Un éleveur de Niono répond : « *Nul ne peut s'éloigner avec son troupeau sans être capturer par des groupes terroristes ou être déposséder de son troupeau. Ils viennent même ici souvent enlever du bétail.* ». La seconde stratégie développée consiste à faire déplacer l'essentiel du bétail vers d'autres régions considérée comme sûr et calme : notamment les régions du sud du Mali (Sikasso, Bougouni, Yanfolila, etc.). A ce propos, un paysan détenteur de bétail répond :

Notre famille possédait plus de 186 têtes de bœuf et des centaines de moutons et de chèvres. Mais l'accentuation de la crise nous a fait perdre plus de la moitié qui a été conduit par les groupes terroristes vers le Burkina Faso. Avec le peu qui reste, nous avons été obligés de les faire déplacer vers Bougouni en attendant que la paix revienne. Ainsi, chaque mois, on envoie quelque chose à notre berger pour ses nécessités. Cette insécurité a complètement détruit notre vie.

La troisième alternative de survie des communautés résidentes des zones de conflits des deux régions est la focalisation sur les aides humanitaires et celles venantes des parents ou des bonnes volontés venues d'ailleurs. Les appuis humanitaires provenant des ONG concernent beaucoup plus les déplacés venant des localités lointaines. Ne sachant désormais où aller, la plupart de ces familles viennent grossir le lot des déplacés dans les chefs-lieux des communes ou des cercles dans des abris de fortune en comptant sur les aides humanitaires fournies par les ONG intervenantes dans le domaine humanitaire. Composées essentiellement de vivres et de médicaments, elles sont distribuées à toutes les familles déplacées à cause des conflits. Un élu local de Mopti disait :

Certes, les ONG et les bonnes volontés font ce qu'elles peuvent mais le besoin reste immense car, le nombre de déplacés s'augmente chaque jour de plus en plus, ce qui ne nous facilite point la tâche. Parmi eux, il y'a beaucoup de femmes enceintes et les enfants malades

A ces déplacés s'ajoutent des familles résidentes qui, à la suite des conflits ont hébergées de nombreuses familles venant d'ailleurs. A ce sujet, le troisième adjoint du maire de Koro disait qu'il n'existe pratiquement plus de famille qui n'abrite pas de déplacés liés aux conflits. Ce qui oblige ces dernières, les familles accueillantes à faire recours aux parents ou amis résidents ailleurs ou encore les bonnes volontés pour couvrir certains besoins comme le précise ce paysan de Macina :

Sans l'aide de nos parents ou amis installés ailleurs, on aurait jamais pu tenir jusqu'à ce point car, les charges deviennent de plus en plus lourdes avec l'arrivée permanent de nos parents d'ailleurs. D'ailleurs, beaucoup arrivent malades et affamés, ce qui exige plus de moyens que nous n'avons plus. C'est pourquoi, nous apprécions ce que la mairie et les ressortissants de notre village nous envoient chaque trimestre, c'est ce qui nous permet de rester sinon, le village allait se vider de ses habitants.

La dernière stratégie développée par les communautés locales se manifeste dans le domaine du commerce. A ce niveau, plusieurs petits commerçants affirment qu'avec l'accentuation des conflits, ils ne voyagent plus avec de l'argent liquide au risque de se faire dépouiller de tout. Ainsi, depuis quelques années, des échanges à travers ORANGE MONEY se développent de plus en plus entre les commerçants des villages et leurs fournisseurs installés dans les centres urbains. Alors, seules les marchandises se déplacent dans un système de convoie sécurisé généralement par les forces de défense et de sécurité, ce qui selon plusieurs

commerçants réduirait fortement les dépouillements d'argent. *« C'est cette stratégie qui nous a tous permis de résister contre les envahisseurs. Mais ceux qui se hasardent à voyager avec leurs téléphones sont pris et obligés de le décoder pour les transférer leurs argents. C'est du banditisme pire et simple »*

Discussion

Après analyse des résultats obtenus au cours de cette recherche en lien avec les écrits antérieurs quelques résultats méritent d'être discutés. Il s'agit de la focalisation excessive des écrits sur la dimension sécuritaire au détriment des aspects économiques. En effet, la plupart des auteurs qui se sont penchés sur cette région au cours de la dernière décennie ont focalisé l'essentiel de leur réflexion sur les questions de violence caractérisées et de violation de droits humains notamment par des tueries de masse, des enlèvements, des assassinats ciblés, des attaques djihadistes, assortis de déplacement massif des populations civiles : (Thiam, 2017); (SIPRI, 2018, 2019 et 2020); (Tobit et Sangaré, 2019); (Ammour, 2020); (Touré, 2020); (FIDH/AMDH, 2018), (Tandjigora, 2019). Ces analyses sont certes intéressantes aux regards des violences en cours dans la région. Elles occultent cependant les aspects économiques et environnementaux qui, depuis quelques années subissent les effets néfastes du changement climatique et des conflits. Ce qui nécessite d'aller au-delà du cadre restreint de la question sécuritaire en intégrant d'autres dimensions liées à la survie des communautés locales : l'économie locale et la question environnementale. Le second élément de discussion porte sur la question d'aides humanitaires. A ce sujet, il ressort de plusieurs rapports (de l'Etat aussi bien que celui des ONG humanitaire) que désormais, les communautés locales des deux régions du centre vivent dans un degré de précarité qui ne les permette point de survivre sans l'aide humanitaire. Or, les résultats de la présente étude révèlent que contrairement à cette pensée dominante, les communautés

locales des deux régions ne sont pas restées inertes. Elles ont en fonction des différentes crises (climatique ou sécuritaire) développées des alternatives locales de survie qui méritent non seulement d'être soulignées mais aussi et surtout d'être renforcées. Les appuis humanitaires en cours sont certes importants mais ils viennent renforcer les efforts en cours déployés par les communautés. Alors, en lieu et place d'une dépendance à l'aide humanitaire, il serait mieux de renforcer davantage la capacité de résilience des communautés, ce qui, à notre avis serait un gage de développement local.

Conclusion

Les enquêtes ont révélé que les deux régions du centre du Mali qui concentrent l'essentiel des conflits armés constituent aussi des zones à forte potentialité agricole, pastorale et piscicole. Ainsi, la majorité de ses populations sont fortement dépendantes des ressources naturelles qui, depuis quelques décennies sont soumises aux effets néfastes du changement climatique. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la production agropastorale et piscicole. A ce phénomène s'ajoute depuis quelques années des conflits armés qui vont non seulement anéantir le système de production existant mais aussi, l'ensemble du circuit commercial. Comme conséquences, les différentes communautés locales de la région se trouvent de nos jours dans une sorte de pauvreté accrue caractérisée par la famine, le manque de soins de santé et surtout d'insécurité généralisée. Ainsi, instaurer la paix afin de favoriser le retour de l'administration et les services techniques de l'Etat s'avère plus jamais nécessaire car, selon un des chefs de villages de koro : « *le développement à horreur des armes* ». Pour ce faire, il faut plus que jamais développer le dialogue intercommunautaire pour non seulement effacer les rancœurs mais aussi et surtout redynamiser l'économie locale fortement basée sur les ressources naturelles en souffrance.

Bibliographie

Bélières. J. F. (2014). *Agriculture familiale et politique publique au Mali*, Document de travail, pp.35.

CFD. (2020). *La question d'accès des jeunes à la terre*, comité technique foncier et développement, France, (éléments pour mieux concevoir et suivre les interventions et les politiques), pp.95

ISS, (2016). *Jeunes Djihadistes au Mali : guider par la foi ou par les circonstances*, (notes d'analyse 89),

FIDH/AMDH. (2018). *Dans le centre du Mali, les populations prises au piège du terrorisme et du contreterrorisme, (rapport d'enquête), N727, www.fidh.org*

IMRAP. (2017). *Analyse locale de la dynamique des conflits et de résilience dans zone de Koro-Bankass.*, (rapport d'étude), portrait croisé, CANADA

Maïga, I . (2016). *Groupes armés au Mali : Au-delà des étiquettes*, Institut d'études de sécurité (ISS), Rapport sur l'Afrique de l'Ouest, p. 3.

MSP. (2017). *Plan de sécurisation intégrée des régions du Centre, Bamako, 2017*,

IPI., . (2016). *L'extrémisme violent : vers une stratégie de prévention dans l'espace francophone* », (rapport d'atelier), Maroc-Rabat, p. 76, [https://www.ipinst.org > uploads > 2016/01](https://www.ipinst.org/uploads/2016/01)

Rapport SIPRI/POINT SUD. (2019). *agriculture et insécurité au Centre du Mali*,

Rapport Final PNUD. (2020). *diagnostic socioéconomique des régions du centre du Mali, 248P*

SANGARE B. (2016). *Le Centre du Mali : épice de la djihadiste ?* », (note d'analyse), Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, <https://www.grip.org> > p : 01-18

TANDJIGORA F. (2017). *Insécurité au Mali : formes et manifestations*, <https://cdradical.hypotheses.org/554>, prev net, p : 21-33HILI BJN

THIAM Adam. (2017). *Centre du Mali : enjeux et danger d'une crise négligée* », Institut du Macina, Centre pour le dialogue humanitaire.

Tobie A. et Sangaré B. (2019). *Impacts des groupes armés sur les populations au Nord et au Centre du Mali*, SIPRI, 40 pages

TOURE B. (2020). *Offre de service de santé dans un contexte d'insécurité au centre du Mali*, revue EDS, N 02, Presse Universitaire de Niamey, Laboratoire d'étude et de recherche sur les territoires sahélo saharien : aménagement et développement, Niger, p329-343

Touré, B. (2020). *Pastoralisme à l'Office du Niger : normes et pratiques dans la gestion des ressources naturelles*, in « *Normes Etatiques et pratiques locales en Afrique Subsaharienne : entre affrontement et accommodations* » dir Mamdou DIAWARA/UTE ROCHENTHALER, edt : Manicius, Paris